

# Rwanda: la démocratie des quotas

PAR JEAN-PIERRE CHRETIEN\*

2 novembre 1990

Depuis trente ans, le Rwanda est un pays sans histoire. Les Organisations non gouvernementales qui en ont fait un de leurs enfants chéris et les missions catholiques, à l'aise dans ce pays christianisé aux trois quarts, ont propagé une image lisse, faite de bonheur modeste et de sérieux, qui est largement due aux sept millions de Rwandais, qui ont transformé ce pays en un immense jardin où les exploitations familiales ont moins d'un hectare.

Depuis un demi-siècle, on annonce la famine pour le lendemain. Elle s'est bel et bien manifestée au début de cette année, entraînant la fuite en Tanzanie ou au Bu Burundi de milliers de paysans. Surprise amère pour des populations qu'on avait entretenues dans l'illusion : le développement rural endogène, la petite exploitation familiale, l'artisanat coopératif local pourraient suffire à les tirer d'affaire.

Parallèlement, il faut noter une discrétion exemplaire sur les crises internes, sur les procès politiques, sur les disparus des prisons, sur les querelles entre factions régionalistes du nord et du centre, sur les vendettas claniques au sein même de la région du nord-ouest, pépinière de la minorité dirigeante, mais aussi sur l'affairisme.

En fait, les colonisateurs avaient fantasmé durant soixante ans sur la supériorité jugée naturelle des « pasteurs hamites », les Tutsis, considérés comme des alliés faits pour gouverner les « paysans nègres bantous », les Hutus. L'unité de langue, de culture et d'histoire fut traitée comme un détail : seul comptait le critère somatique, la fréquence de traits définis selon une typologie ressassée sur un mode plus esthétique que biologique.

En 1959, une révolution hutu renverse le pouvoir néoféodal tutsi, mais, paradoxalement, avec l'aide du pouvoir colonial qui, dans le tourbillon de l'indépendance congolaise en gestation, change de cap à 180 degrés. Mais l'idéologie dominante ne change pas: après avoir encensé les « seigneurs tut-sis », on fétichise en bloc le « menu peuple hutu ». Dans le discours du Parmehutu (le parti de Grégoire Kayibanda, soutenu passionnément par le mouvement ouvrier chrétien belge), ce n'est pas seulement une inégalité sociale qui est dénoncée, c'est toute une partie de la population, définie littéralement en termes « raciaux », qui est clouée au pilori et décrétée étrangère à son propre pays. Considérés comme des « nomades » par vocation, les Tutsis, dont les enclos sont attaqués et brûlés, se retrouvent par milliers réfugiés d'abord au sud-est du Rwanda, puis, par vagues successives entre ; 1960 et, 1964 (et; encore, plus tard,, en 1973) ; exilés dans tous les pays voisins (Burundi, Tanzanie, Zaïre, Ouganda). Ils représentaient environ 18% de la population rwandaise vers 1950 : aujourd'hui ils sont officiellement 9%. Il reste au moins 50000 Rwandais de la deuxième génération en Afrique orientale, qui ont toujours le statut de réfugiés. Ceux d'Ouganda, qui représentent près de la moitié du total, se sont trouvés en 1983 dans une situation ubuesque: refoulés par l'ancien président Obote dans des camps installés dans leur propre pays, au Mutara (la région où se déroulent aujourd'hui des combats), la plupart ont rejoint ensuite les maquis de Museveni, l'actuel chef d'Etat ougandais.

Le surpeuplement, bien réel, se double d'une idéologie d'apothicaire, qui inspire une règle non écrite de la Constitution, maintenue vivace par le nouveau régime fondé par le général Habyarimana en 1973 : le système des quotas raciaux. L'accès aux emplois et aux écoles est

limité à 9% pour les Tutsis. Les cartes d'identité et tous les documents officiels doivent donc mentionner l'appartenance ethnique qui se transmet par la voie paternelle.

La discrimination joue un double rôle : elle permet de marginaliser socialement une partie de la population et surtout elle assure une légitimité politique au nom du principe de la majorité. Cette « démocratie » héréditaire, en excluant a priori tout débat qui ne serait pas figé dans l'a priori racial fondateur, permet d'occulter les problèmes évoqués plus haut, en particulier les divisions de factions régionalistes qui ont pris un tour particulièrement grave ces dernières années, mais aussi la montée d'une contestation sociale proprement dite, celle des classes moyennes et des intellectuels sous-employés contre les privilèges et les abus de la petite couche dirigeante et de son complexe politico-affairiste.

\*Historien, CNRS